Solidaires Finances Publiques
Section des Alpes Maritimes

CDAS DU 10/09/2026

Monsieur Le Président,

Ce CDAS est pour nous l'occasion de constater que l'action sociale est en continuelle régression depuis quelques années : suppressions d'emplois dans les délégations, coupes budgétaires, diminution des moyens humains. Notre département n'est pas épargné puisque l'infirmière qui assistait le médecin de prévention ainsi que la seconde assistante de service social partie en retraite n'ont pas été remplacées à ce jour.

Dans une période particulièrement difficile d'un point de vue économique avec une inflation élevée notamment sur l'alimentaire et l'énergie, l'action sociale prend hélas toute sa dimension, toute son utilité, elle est plus que jamais nécessaire, pourtant le budget du SRIAS a été amputé de 78 %, la violence de cette diminution nous indigne et nous inquiète quant à l'avenir de cette instance interministérielle.

Dans notre département, le point noir reste le logement. Le secteur de l'immobilier est très tendu et le nombre de logements proposés est insuffisant. Pour preuve, deux agents nouvellement affectés sur le département nous ont signalé se trouver sans solution.

L'action sociale touche à la vie quotidienne de tous les personnels ministériels qu'ils soient actifs ou pensionnés, fonctionnaires, contractuels ou apprentis, ainsi que leurs ayants-droit. Elle est une solution aux difficultés de toutes celles et ceux confrontés aux accidents de la vie.
Elle doit être porteuse de valeur de partage, d'aide aux plus démunis, et contribuer à améliorer les conditions de vie des agents du ministère.

Nous rappelons que l'action sociale est un élément essentiel à conserver, à défendre, à améliorer, et doit poursuivre deux objectifs :

– satisfaire les besoins sociaux
– contribuer à l'épanouissement de l'individu

Solidaires Finances Publiques 06 restera attentif à ce que l'intérêt collectif soit préservé et défendu.
Nous ne voulons pas d'une action sociale au rabais !

L'action sociale ministérielle est et doit rester une politique prioritaire de notre ministère.